

S.N.E.-Sup.

Une plate-forme globale cohérente et efficace

Au cours de son congrès des 22, 23 et 24 avril 1966, le S.N.E, sup., très courageusement, a décidé à une forte majorité de remettre en cause radicalement les structures vieillottes universitaires. Il veut démocratiser celles-ci par l'action de masse de l'ensemble des enseignants supérieurs et des étudiants.

La crise universitaire

Les facultés et grands établissements, conçus au XIX^e siècle sur le *mode autoritaire et centralisateur*, avaient pour rôle la formation culturelle et technique des cadres bourgeois.

Deux phénomènes particuliers au XX^e siècle, et surtout depuis 1945, ont fait irruption brutale dans ces structures traditionnelles :

— C'est tout d'abord la recherche tant scientifique que littéraire qui s'est développée de façon foudroyante transformant *tous* les enseignants supérieurs en enseignants-chercheurs.

— Mais aussi l'augmentation considérable du nombre des étudiants (plusieurs centaines de milliers), ceux-ci noyant littéralement les amphithéâtres et les laboratoires (mais il convient de rappeler que la fraction d'étudiants issue des classes ouvrière et paysanne reste minime). Ces deux phénomènes ont pour conséquences :

— une augmentation très nette du nombre des enseignants en chiffre absolu et une carence considérable en chiffre relatif.

La pauvreté des créations de postes expliquant un net glissement de

fonction : les tâches du professeur étant trop lourdes, celui-ci les délègue au maître de conférence qui à son tour se repose sur les maîtres-assistants et assistants.

—une distorsion très nette entre les besoins d'enseignants et les nécessités de la formation pédagogique et de recherche de ceux-ci.

Ce glissement de fonction, et cette distorsion expliquent la situation dramatique des assistants actuels, souvent recrutés sans critères précis, mal encadrés dans leur initiation à la recherche et sur qui pèsent des horaires d'enseignements très lourds et contraignants.

Sans sélection, sans orientation, sans débouchés surtout, ce corps d'assistants est directement mis en cause par les professeurs incapables de les intégrer tous dans leurs laboratoires et par le pouvoir qui menace de les défonctionnariser pour faciliter leur expulsion pure et simple !



Le nombre croissant d'étudiants augmente celui des problèmes à résoudre.

La plate-forme syndicale

Le congrès a affirmé solennellement que les solutions aux problèmes catégoriels passent par un changement profond des structures universitaires.

Les obstacles majeurs à la démocratisation de l'université sont :

— Le système des chaires, avec des patrons inamovibles organisant la recherche de façon autoritaire et rendant rigide et indépendant l'enseignement des diverses disciplines.

— L'absence de gestion démocratique des facultés (avec des conseils trop restreints) ;

— l'absence totale de formation pédagogique et une initiation trop aléatoire à la recherche des assistants ;

— L'absence de débouchés clairement définis pour les différents types de personnels. Tout se passe comme si ce but unique des facultés était de fabriquer ses propres cadres !

Pour vaincre ces obstacles, le S.N.E. sup. propose la démocratisation *dans les faits*, de l'université par :

— La création de départements d'enseignement, se substituant aux chaires, dirigés par des professeurs *élus* pour deux ans, et contrôlés par leurs pairs ;

— L'organisation collégiale de la recherche faisant une large place aux chercheurs à temps plein ;

— L'introduction dans les assemblées de facultés, non seulement des maîtres-assistants et assistants élus avec voix délibératives, mais surtout des étudiants ;

— Une réforme profonde du comité consultatif.

Pour répondre aux besoins réels de l'université, le S.N.E. sup propose la création d'instituts de préparation à la recherche et à l'enseignement supérieur (I.P.R.E. sup) permettant une formation pédagogique et scientifique des futurs maîtres-assistants et une sélection basée sur la thèse de 3^e cycle (ce qui suppose une lutte très dure dans les facultés des

Lettres pour que cette thèse existe, lutte contre les laudateurs exclusifs de l'agrégation). Des débouchés précis sont aussi proposés.

Les moyens d'action

Cette plate-forme va être mise en discussion dans toutes les facultés et proposée à *tous* les enseignants supérieurs.

C'est de l'intérieur par la mobilisation du milieu lui-même que la dénonciation des structures actuelles et leur changement seront avancés. L'objectif étant la démocratisation, dès maintenant de l'université actuelle.

L'allocation d'étude sur critère universitaire, revendication fondamentale commune au S.N.E. sup et à l'U.N.E.F., peut être obtenue dans les faits si les I.P.R.E. sup voient le jour, et de toute façon, si l'on fait du 3^e cycle le réservoir naturel des futurs enseignants-chercheurs : sans allocation d'étude, pas de 3^e cycle sérieux avec étudiants en nombre suffisant et à temps plein, et sans 3^e cycle sérieux pas de recrutement d'élèves-maîtres-assistants.

— Ce dialogue au grand jour, apportant des solutions aux professeurs et maîtres de conférences, qui veulent pouvoir sélectionner les chercheurs entrant dans leur laboratoire, et aux maîtres-assistants et assistants qui veulent des critères justes de sélection et ne plus être menacés dans leur existence, doit déboucher sur une cohésion retrouvée de tout le personnel, et permettre des luttes syndicales dures sur une base commune.

— La rencontre avec le gouvernement est ainsi placée sur son vrai terrain : c'est en luttant pour la rénovation des structures par leur démocratisation, que l'université va se heurter au Pouvoir volant au secours des conservateurs.

La réforme Fouchet, qui aggrave la rigidité des disciplines, qui entraîne une sous-qualification des maîtres (avec une licence médiocre), qui surtout constitue

une menace grave pour les 40 p. 100 d'étudiants-travailleurs, en instaurant l'obligation de la présence sans la contrepartie nécessaire : l'allocation d'étude, apparaît aussi sous son véritable visage antidémocratique et réactionnaire.

Conséquences politiques de l'orientation du S.N.E. sup

Cette plate-forme d'action a rencontré deux types d'oppositions :

— Celle des conservateurs classiques, partisans du statu quo ;

— et celle des universitaires soi-disant de gauche, qui ne contestent pas la nécessité de changer les structures, mais renvoient ce changement aux calendes grecques, préférant s'allier aux conservateurs pour la lutte anti-gouvernementale. On reconnaît bien là la tactique bien connue de la S.F.I.O. : verbalement pour le «socialisme révolutionnaire», renvoyé à... plus tard, et pratiquement pour les pires compromissions. En choisissant contre eux l'action immédiate pour le changement de structure, le S.N.E. sup est rentré dans une perspective révolutionnaire objective.

Le Congrès a rejeté l'idée de contre-plan et, à mon avis, *il a bien fait*. Car il est grand temps de faire cesser les caricatures et les contresens existant autour de cette stratégie.

Si contre-plan veut dire plan d'ensemble, celui-ci existe pour tout l'en-

seignement, c'est le plan Langevin-Wallon.

Aucun syndicat de la F.E.N. n'oserait tenir un congrès sans la minute religieuse où l'on invoque pieusement saint Langevin et saint Wallon, et les dévotions terminées, on retourne au pire opportunisme quotidien.

Que le S.N.E. sup rejette cette pratique, est dur, sain et nécessaire.

Si le contre-plan a pour sens un ensemble global de contestation des structures, avec possibilité de réformes immédiates dans le cadre actuel, alors la plate-forme syndicale est bien la condition première.

Car cette plate-forme ne peut que déboucher sur une remise en cause totale de l'université dans le monde capitaliste, et donc faire apparaître dans le concret la nécessité d'une alternative socialiste... Si les partis ouvriers prennent aussi leurs responsabilités, en développant les conditions *politiques* de l'alternative, l'ensemble (et l'ensemble seulement) peut s'intégrer dans un éventuel contre-plan.

Sagement, le S.N.E. sup a posé les problèmes dans les limites du syndicalisme.

C'est à nous du P.S.U., tout particulièrement, à prendre le relais et à jouer notre rôle politique. En ouvrant le dialogue avec le syndicat, sans jamais réduire celui-ci à une simple « courroie de transmission ».

A. Behar.